

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTGP/M/15

9 janvier 2003

(03-0077)

Groupe de travail de la transparence des marchés publics

RAPPORT DE LA RÉUNION DES 10 ET 11 OCTOBRE 2002

Note du Secrétariat

1. Le Groupe de travail de la transparence des marchés publics a tenu sa quinzième réunion les 10 et 11 octobre 2002 sous la présidence de S.E. l'Ambassadeur Ronald Saborío Soto (Costa Rica).

2. L'ordre du jour de la réunion était le suivant: i) dispositions relatives à la transparence contenues dans les instruments internationaux existants concernant les procédures de passation des marchés publics et procédures et pratiques nationales; ii) assistance technique et renforcement des capacités; iii) demandes de statut d'observateur émanant d'organisations internationales intergouvernementales; et iv) date de la prochaine réunion. Le Groupe de travail est convenu d'adopter l'ordre du jour tel qu'il était proposé.

A. DISPOSITIONS RELATIVES À LA TRANSPARENCE CONTENUES DANS LES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX EXISTANTS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS ET PROCÉDURES ET PRATIQUES NATIONALES

3. À titre d'observations générales sur ce point de l'ordre du jour, le représentant de la Chine a dit que la transparence des procédures de passation des marchés publics permettait aux gouvernements d'obtenir les meilleurs prix et contribuait au maintien d'un environnement prévisible et stable pour les investissements et à la réduction et l'élimination de la corruption. Dans le cadre de son accession à l'OMC, la Chine s'était engagée à assurer la transparence de son système de passation des marchés publics. Depuis son entrée à l'OMC, elle avait promulgué le 29 juin 2002 la Loi sur la passation des marchés publics, qui entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2003. Cette loi affirmait le principe de transparence à la fois dans ses chapitres généraux et dans ses chapitres consacrés à la qualification des fournisseurs, l'adjudication des contrats, la contestation et la supervision des appels d'offres. La Chine estimait que la nouvelle Loi et son règlement détaillé d'application garantissaient des conditions tout à fait ouvertes et prévisibles pour la passation des marchés publics. Toutes les lois et réglementations concernant les procédures de passation des marchés publics avaient été publiées dans le Journal officiel et sur Internet. Passant aux travaux du Groupe de travail, l'intervenant a dit que, conformément à la Déclaration ministérielle de Doha, le débat devrait se limiter aux aspects de la passation des marchés publics liés à la transparence. Étant donné que la transparence était une question compliquée et que les obligations de transparence dans les autres domaines d'activité de l'OMC impliquaient un lourd fardeau pour les pays en développement, le Groupe de travail devait se montrer prudent en définissant la portée et le champ d'application des futures obligations en matière de transparence. Les travaux du Groupe devaient viser à parvenir à un accord sur les principes généraux de transparence plutôt que sur l'élaboration de dispositions détaillées.

4. La représentante du Japon a présenté la communication de sa délégation (WT/WGTGP/W/37) indiquant la position japonaise sur la question d'un accord sur la transparence dans la passation des marchés publics.

5. Le représentant de la Malaisie a exprimé son désaccord avec l'opinion exprimée dans la communication du Japon selon laquelle le Groupe de travail avait accompli pour l'essentiel l'étude demandée par la Conférence ministérielle de Singapour, ce qui signifiait qu'il pouvait passer, sans consensus, à la phase suivante de ses travaux. En fait, il devait continuer son étude sur la base de la "Liste des questions qui ont été soulevées et des propositions qui ont été avancées". Le représentant des Philippines a estimé qu'il serait prématuré de discuter d'un accord-cadre à ce stade.

6. Les représentants de la Communauté européenne, de la Suisse et de l'Australie ont dit que leurs délégations soutenaient dans leurs grandes lignes les positions exprimées dans la communication du Japon.

7. Le représentant de la Communauté européenne a dit que le Groupe avait terminé l'examen des différents points figurant sur la Liste de questions. Les travaux devaient maintenant se concentrer sur l'identification des éléments à inclure dans un accord sur la transparence, même si la question de la manière d'en tenir compte dans un accord futur devait être laissée de côté pour l'instant. Les pays en développement devaient se voir accorder une certaine flexibilité dans l'application des futures obligations, mais les modalités devaient en être définies dans les négociations.

8. Le représentant de la Suisse a dit que quelques éléments supplémentaires pouvaient être examinés en plus des six proposés par le Japon. Le représentant du Pakistan a demandé comment les éléments proposés par le Japon s'intégraient dans les 12 éléments qu'examinait le Groupe. Le représentant de la Corée a appuyé les éléments proposés par le Japon.

9. Le représentant de la Malaisie a demandé comment le principe de non-discrimination mentionné dans la liste du Japon comme un élément important d'un futur accord se rattachait au principe de transparence. Le représentant de l'Égypte a demandé comment le principe de non-discrimination pouvait être compatible avec les futures dispositions concernant le traitement spécial et différencié. En réponse, le représentant du Japon a dit que les fournisseurs étrangers devaient recevoir un traitement non discriminatoire dans l'application des règles et procédures de transparence. Cependant, cela ne devait pas faire obstacle au droit des pays de donner la préférence aux fournisseurs nationaux.

10. La représentante des États-Unis a présenté la communication de sa délégation (WT/WGTGP/W/35), contenant ses idées sur l'organisation des travaux du Groupe au cours de la période allant jusqu'à la Conférence ministérielle de Cancun. La proposition d'organiser le débat autour de quatre catégories d'éléments contribuerait à le préciser sur les questions en suspens et pouvait servir de base pour l'identification des éléments susceptibles d'être inclus dans un futur accord.

11. Les représentants de la Corée, du Brésil, de la Hongrie, de la Communauté européenne, d'Israël, du Canada, de la Suisse, de l'Australie et de Hong Kong, Chine ont appuyé la proposition des États-Unis comme base de discussion pour faire avancer les travaux du Groupe.

12. Le représentant du Brésil a dit que les travaux devaient être axés sur le mandat du Groupe, qui était d'identifier les éléments d'un accord, bien qu'il puisse être difficile de convenir de la justification de certains éléments.

13. Le représentant de la Malaisie a estimé que, malgré la convergence de vues qui semblait se dessiner dans certains domaines, il était prématuré de commencer à classer les différentes questions en catégories. Conformément au mandat ministériel de Doha, le Groupe devait achever son travail et clarifier certaines questions avant de pouvoir parvenir à un consensus sur l'un quelconque des éléments. Les pays en développement avaient des difficultés essentiellement en ce qui concerne deux éléments, à savoir les procédures de réexamen nationales et l'application des procédures de règlement des différends de l'OMC. Certains détails d'autres éléments pouvaient aussi soulever des difficultés,

mais dans l'ensemble ils étaient acceptables. Le classement des différents éléments ne serait possible que s'il se dégagait, à la Conférence ministérielle de Cancun, un consensus explicite pour passer aux négociations sur la base des progrès réalisés jusque-là.

14. Le représentant des Philippines a estimé que les communications des États-Unis et du Japon visaient à modifier qualitativement le débat sur les 12 éléments.

15. La représentante de Singapour a dit qu'un accord sur la transparence serait bénéfique pour tous les pays, y compris les pays en développement. L'application des principes de transparence à la passation des marchés publics contribuait à la réalisation de l'objectif d'une meilleure utilisation des fonds et de l'amélioration des décisions d'adjudication. Cependant, le Groupe devrait prendre en compte les préoccupations des pays en développement sur certaines questions. Par exemple, il fallait examiner soigneusement l'application à un accord sur la transparence du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC. Appuyée par le représentant de l'Égypte, l'intervenante a ajouté que toute référence à la question de la corruption dans la passation des marchés publics pouvait ne pas être utile pour le processus considéré.

16. Le représentant de la Communauté européenne a dit que le moment était venu de rechercher le consensus au sein du Groupe sur les principes fondamentaux qui devraient être inclus dans un futur accord sur la transparence et d'identifier les éléments à négocier. Le plan de travail proposé par les États-Unis était conforme aux modalités de négociation mentionnées dans le mandat de Doha. Il était crucial d'utiliser le temps disponible jusqu'à la Conférence ministérielle de Cancun pour traiter les questions dont le Groupe était saisi. Si l'on ne circonscrivait pas le débat, les Ministres ne seraient pas en mesure de parvenir à une décision sur les modalités de négociation, et notamment sur la teneur des futures discussions et le calendrier des négociations. Parmi les principes de transparence fondamentaux figurait celui de soumettre les règles et pratiques d'un pays aux procédures de réexamen nationales.

17. Le représentant du Canada a dit que la proposition des États-Unis visant à poursuivre la discussion des différents éléments en les rangeant en quatre catégories contribuerait à une meilleure compréhension des progrès réalisés au sein du Groupe dans leur étude. La forme finale et la teneur d'un accord ne pouvaient être que le fruit de négociations.

18. Le représentant de la Suisse a dit que la démarche proposée par les États-Unis permettrait au Groupe d'examiner de manière plus détaillée toutes les questions en suspens. Il lui fallait examiner les modalités des négociations futures, y compris le calendrier des négociations et les éléments à inclure dans un accord éventuel.

19. Le représentant de l'Australie a dit qu'il fallait accélérer les travaux du Groupe. Le classement proposé en ce qui concerne les différents éléments permettrait une discussion plus concrète de la Liste de questions.

20. La représentante de Hong Kong, Chine a dit que la transparence dans la passation des marchés publics favorisait la concurrence. Sa délégation était en faveur de la conclusion rapide d'un accord multilatéral.

21. Le représentant de l'Égypte a dit que le mandat du Groupe excluait tout engagement sur l'accès aux marchés. Soutenu par les représentants du Pakistan et des Philippines, il a souligné que les questions dont était saisi le Groupe avaient fait plusieurs fois l'objet d'un débat, mais il n'y avait pas de convergence de vues entre les délégations sur certaines d'entre elles, qui avaient trait par exemple aux définitions et au champ d'application, aux méthodes de passation des marchés, aux délais, aux procédures de réexamen nationales et à l'application des procédures de règlement des différends de l'OMC.

22. La représentante de l'Inde a dit qu'il était trop tôt pour procéder à un classement des différents éléments. La tâche principale du Groupe était de parvenir à une meilleure compréhension de ce que signifiait la transparence dans la passation des marchés publics. Les questions relatives à l'administration des lois et réglementations nationales ne relevaient pas de la transparence. Le Groupe de travail devait examiner toute contrainte que les obligations futures pourraient imposer aux pays en développement. Une question qui se posait en ce qui concerne les avantages de la transparence était de savoir si le coût supplémentaire d'un système transparent de passation des marchés pouvait se justifier par des avantages accrus. La transparence ne pouvait pas être la priorité absolue dans tous les marchés publics. Il pouvait être nécessaire de la peser par rapport à d'autres objectifs, comme celui de fournir aux fabricants locaux certains avantages dans le cadre de programmes générateurs d'emplois ou de parvenir à une meilleure utilisation des facteurs de production disponibles localement. Le Groupe devait concentrer ses travaux sur le type de renseignements qu'un Membre devait communiquer aux fournisseurs sur son système de passation des marchés publics. Par ailleurs, le besoin de transparence dans certains marchés publics dépendait de leur objet et des objectifs politiques poursuivis. Les renseignements fournis dans les appels d'offres devaient être adéquats pour permettre la soumission d'offres appropriées et devaient être envoyés de manière uniforme à tous les fournisseurs, mais la fourniture de renseignements sur les soumissionnaires autorisés à répondre à un appel d'offres particulier devait tenir compte de la politique visant certains fournisseurs. Quant aux ramifications de la transparence au-delà de la passation des marchés publics, la lutte contre la corruption nécessitait un meilleur contrôle, aspect qui n'était plus du ressort de l'OMC. Enfin, les Membres convenaient généralement des avantages de la transparence, mais plusieurs éléments débattus au sein du Groupe ne concernaient pas du tout la transparence et certains ne la concernaient que dans la mesure où les exigences futures se limiteraient à la fourniture de renseignements. La question de savoir si un accord éventuel devait être contraignant ou formuler certains principes pourrait faire l'objet d'une décision lorsque les Membres auraient une meilleure idée de ce que signifiait la transparence. L'intervenante n'était pas convaincue de la nécessité d'un lien avec le Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC, étant donné que seule la transparence dans la passation des marchés publics était à l'examen.

23. Le représentant de Cuba a dit que pour se conformer au mandat de Doha, qui parlait de priorités de développement, le Groupe devait mener ses travaux sur la base de la Liste de questions. Si l'on accélérail la discussion, le Groupe se retrouverait en butte aux mêmes problèmes que ceux qu'il avait rencontrés avec les propositions qui avaient été présentées avant la Conférence ministérielle de Seattle. À l'époque, un certain nombre de pays en développement Membres n'avaient pas été en mesure d'accepter des propositions qui allaient au-delà du mandat de Singapour.

24. La représentante des États-Unis a dit qu'aux termes des mandats découlant des Déclarations ministérielles de Singapour et de Doha, le Groupe n'était pas tenu de décider de la manière dont les différents aspects des éléments à l'examen devaient se traduire dans un accord futur. Il n'avait pas encore terminé la tâche que lui avait confiée le mandat ministériel de Singapour. Les Membres ne seraient en mesure de faire fond sur les progrès réalisés par le Groupe de travail en application du mandat ministériel de Doha que s'ils pouvaient examiner de manière plus approfondie les questions préoccupant particulièrement les pays en développement, par exemple le lien avec le Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC. La délégation des États-Unis estimait que tout accord devait être juridiquement contraignant afin de s'inscrire dans le système d'ensemble de l'OMC. On pouvait cependant envisager un mécanisme spécial pour traiter toute question concernant les pays en développement avant d'invoquer les procédures de règlement des différends de l'OMC. Les travaux du Groupe devaient viser à élaborer une approche constructive qui permette de tenir compte des préoccupations des pays en développement dans les négociations.

25. Le Groupe de travail a examiné les points VI à XII de la Note informelle du Président intitulée "Liste des questions qui ont été soulevées et des propositions qui ont été avancées", qui avait été distribuée sous la cote JOB(99)6782 en novembre 1999; il a formulé tour à tour des commentaires sur chacun des points en utilisant la note récapitulative du Secrétariat intitulée "Activités du Groupe

de travail sur les questions en rapport avec les points VI à XII de la Liste des questions soulevées et des propositions avancées" (WT/WGTGP/W/33). Le Groupe était également saisi d'une communication du Canada sur l'adjudication des marchés (WT/WGTGP/W/36) et d'une note des États-Unis (WT/WGTGP/W/34) contenant des considérations sur le renforcement des capacités en relation avec la transparence dans la passation des marchés publics. En outre, l'Australie a présenté une Note informelle (JOB(02)/142) sur la transparence des décisions concernant les qualifications.

Transparence des décisions concernant les qualifications

26. La représentante du Canada a présenté la communication de sa délégation (WT/WGTGP/W/36) sur la transparence des adjudications de marchés, qui couvrait aussi la question de la transparence des décisions concernant les qualifications. Un accord sur la transparence devait permettre une certaine flexibilité dans la définition des critères applicables aux qualifications et procédures d'enregistrement.

27. Le représentant de la Communauté européenne, appuyé par les représentants de la Suisse et du Brésil, a dit que, nonobstant le droit d'une entité à définir les critères d'évaluation, un futur accord devrait veiller à ce que les décisions concernant les qualifications et les adjudications de marchés soient fondées sur des critères clairs et objectifs, révélés à l'avance et portés à la connaissance de tous les fournisseurs intéressés longtemps auparavant.

28. Le représentant de la Communauté européenne a dit que les dates limites constituaient un élément important de la transparence et devaient être prises en compte dans le processus de qualification, par exemple pour la transmission et la réception des certificats concernant les qualifications et autres documents pertinents.

29. Le représentant du Japon a dit que la transparence des décisions concernant les qualifications et l'adjudication des marchés était l'un des principes fondamentaux de la transparence en matière de marchés publics.

30. La représentante des États-Unis, à laquelle se sont joints les représentants du Canada, de la Suisse, de l'Australie, du Japon et du Brésil, a appuyé les opinions exprimées dans la communication du Canada. Le représentant de la Suisse a dit que la transparence des décisions au stade de la qualification était importante. Les entités chargées de passer des marchés publics devaient être tenues de déclarer toute limitation de participation fondée sur la nationalité et tout nouveau renseignement devait être communiqué de manière non discriminatoire. Les procédures de qualification et les critères de choix des fournisseurs dans les listes des systèmes de qualification devaient être communiqués à toutes les parties intéressées. Il ne devait y avoir aucune exclusive pour figurer sur les listes de qualification et celles-ci devaient être régulièrement mises à jour avec l'ajout des nouveaux fournisseurs remplissant les critères de qualification.

31. Le représentant de l'Australie a présenté la Note informelle de sa délégation sur les décisions concernant les qualifications (JOB(02)/142).

32. Le représentant du Brésil a dit que, dans un accord sur la transparence, les dispositions concernant les qualifications devaient se limiter à l'énoncé de principes et de critères généraux et ne pas avoir un caractère trop impératif. C'était certes la législation nationale qui devait définir les critères généraux de qualification des fournisseurs potentiels, mais ces critères ne devaient pas avoir pour effet de restreindre l'accès d'un fournisseur dont la capacité de remplir les conditions de l'appel d'offres était démontrée. Le principal objectif des procédures de qualification était de faciliter le travail des entités passant les marchés pour ce qui est d'identifier les fournisseurs correspondant à leurs besoins. Le maintien de systèmes de qualification n'était pas incompatible avec la notion générale de transparence tant que les décisions s'y rapportant n'étaient pas utilisées pour faire obstacle à l'accès de fournisseurs intéressés. Il pouvait être souhaitable d'avoir un système national commun

de qualification, mais cela ne devait pas exclure la possibilité d'énoncer des critères spécifiques dans les différents appels d'offres. Il n'était pas nécessaire de couvrir la question des dates limites appliquées aux différentes étapes des procédures administratives. Aux termes du projet de loi sur les marchés publics dont était saisi le Congrès brésilien, les procédures d'appels d'offres pouvaient précéder les procédures de qualification afin d'accélérer le processus et de le rendre moins lourd pour les entités passant les marchés.

33. Le représentant de la Thaïlande a dit que sa délégation souhaitait savoir dans quelle mesure les renseignements sur les critères de qualification pouvaient être communiqués puisqu'on ne pouvait, dans le cadre d'un accord sur la transparence, révéler des renseignements confidentiels et aussi comment seraient traités les renseignements confidentiels concernant la politique gouvernementale.

Transparence des décisions concernant l'adjudication des marchés

34. Se référant à la communication de sa délégation (WT/WGTGP/W/36), la représentante du Canada a dit que la transparence des décisions d'adjudication des marchés constituait l'un des principaux éléments d'un futur accord. Les critères d'adjudication exprimaient les besoins et priorités du gouvernement, tels qu'ils devaient être pris en compte dans un processus de passation de marchés publics. Les Membres, par conséquent, devaient disposer de la flexibilité nécessaire pour définir les critères appropriés, tels que le prix, les caractéristiques que devait avoir de préférence le produit, etc. Le mandat ministériel issu de Doha indiquait clairement que les Membres avaient la latitude de définir les critères d'adjudication d'un marché. Selon la Déclaration de Doha, l'accord sur la transparence ne limiterait pas la possibilité pour les Membres d'accorder la préférence à des produits et fournisseurs nationaux. Le Groupe de travail devait considérer les moyens de mettre en œuvre cette flexibilité tout en assurant la transparence des décisions. Il fallait prévoir des dispositions stipulant que cette transparence des décisions d'adjudication des marchés devait être assurée en précisant les critères d'adjudication et autres conditions dans les documents d'appels d'offres; en ne prenant les décisions d'adjudication que sur la base des critères fournis; et en mettant les renseignements relatifs aux décisions d'adjudication à la disposition des fournisseurs et autres parties. Il était généralement convenu que les gouvernements ne devaient pas être tenus de divulguer des renseignements confidentiels. S'agissant de la question des avantages, l'intervenante a estimé que la transparence des décisions d'adjudication était cohérente avec l'environnement commercial fondé sur des règles que constituait le système commercial international. L'importance de la transparence, de la prévisibilité et de la cohérence dans l'application des mesures relatives au commerce international était reconnue depuis l'institution du GATT de 1947. Les avantages de la transparence des décisions d'adjudication étaient l'efficacité économique pour les entités passant les marchés, pour les contribuables et pour les fournisseurs ainsi que la prévisibilité et la confiance dans le système de passation des marchés publics.

35. Le représentant de la Suisse a dit que les Membres devaient avoir la latitude de choisir les critères, mais qu'il fallait une transparence complète sur les critères choisis. Il ne devait être possible de modifier les critères au cours d'une procédure de passation de marché que dans certaines limites et dans des circonstances clairement définies. Les critères devaient être communiqués à toutes les parties au processus de passation des marchés. Tout nouveau renseignement, par exemple sur les négociations prévues ou les précisions données au cours du processus, devait être porté à la connaissance de toutes les parties intéressées.

36. Pour ce qui est des renseignements *a posteriori*, le représentant de la Suisse a souligné que les décisions des entités passant des marchés devaient être rendues publiques ou, du moins, communiquées aux parties intéressées. Le représentant de la Communauté européenne, auquel s'est jointe la représentante des États-Unis, a dit qu'un futur accord sur la transparence devait comporter une disposition exigeant que les soumissionnaires non retenus soient informés du rejet de leur offre et reçoivent, s'ils en faisaient la demande, des renseignements sur les motifs du rejet ainsi que sur l'offre retenue.

37. Le représentant de la Malaisie a dit que son pays répondait aux demandes de renseignements émanant des soumissionnaires non retenus. Cependant, une disposition impérative à cet égard dans un accord multilatéral devait être rédigée de manière à éviter d'imposer des contraintes aux pays en développement.

38. La représentante du Canada a dit que le Groupe de travail semblait proche du consensus sur l'intérêt de communiquer les renseignements sur les décisions d'adjudication aux fournisseurs et autres parties intéressées. Les exigences futures à cet égard devraient couvrir à la fois les soumissionnaires retenus et non retenus, car ces renseignements étaient utiles à tous.

39. Le représentant du Brésil a dit que pour permettre une certaine flexibilité dans l'application de l'accord, les dispositions relatives aux décisions d'adjudication des marchés devraient se limiter à des principes et critères généraux et laisser aux législateurs nationaux le soin d'élaborer une réglementation plus détaillée.

40. Se référant à la question des négociations dans le cadre du processus de passation des marchés, le représentant du Brésil a dit qu'un accord sur la transparence ne devrait pas, sous réserve de conditions de transparence, interdire le recours à des négociations en conformité avec la législation nationale. Cette méthode était utilisée avec beaucoup de succès dans son pays lors de certains appels d'offres pour obtenir de meilleures conditions à la fois sur les plans technique et financier. La représentante des États-Unis a dit qu'il était important que les fournisseurs soient informés à l'avance de la possibilité de négociations, par exemple en le précisant dans les documents d'appels d'offres.

Procédures de réexamen nationales

41. Le représentant de la Communauté européenne a dit qu'un accord sur la transparence devait comporter des dispositions assurant l'existence d'un organisme national indépendant de réexamen, qui pouvait être judiciaire ou administratif. Il fallait donner aux Membres la latitude de décider de la manière dont ils appliqueraient les procédures nationales de réexamen. Les dispositions ne porteraient pas sur le fond des décisions prises par une entité passant un marché public, mais viseraient à établir certains principes pour assurer aux soumissionnaires l'obtention d'un réexamen. Comme de nombreux Membres semblaient disposer d'un système national de réexamen, l'exigence d'assurer l'indépendance des organes de réexamen ne devrait pas entraîner de fardeau supplémentaire pour eux.

42. Le représentant de Singapour a estimé qu'un mécanisme de remise en cause des adjudications faisait partie intégrante d'un système national de passation des marchés publics.

43. Le représentant du Brésil a dit que le Groupe devait éviter une approche trop impérative en matière de procédures nationales de réexamen. Puisque l'accord se limiterait à la transparence, il ne devait pas y avoir de présomption ou d'indication qu'il créait des engagements entre les Membres à cet égard. Il n'y avait pas besoin de dispositions prescrivant aux Membres un système commun de réexamen. Cependant, il était essentiel d'inclure une disposition exigeant qu'il existe des mécanismes de réexamen et énonçant certains des principes généraux à respecter, tels que la transparence, la légalité et l'égalité de traitement. Il était important d'assurer que la législation nationale établisse des mécanismes appropriés pour l'examen des plaintes émanant des fournisseurs. En outre, le recours à un organe administratif de réexamen ne devait pas empêcher les fournisseurs, qui estimaient qu'il n'avait pas été tenu compte de manière appropriée de leurs plaintes, de demander un réexamen judiciaire. Les fournisseurs étrangers devaient pouvoir se prévaloir de réexamens administratif et judiciaire au même titre que les fournisseurs nationaux. Dans le cas d'appels d'offres limités aux fournisseurs nationaux, seuls les fournisseurs nationaux habilités à prendre part à l'appel d'offres devaient pouvoir se prévaloir d'un réexamen administratif ou judiciaire.

44. La représentante de l'Inde a dit que la plupart des Membres de l'OMC disposaient de mécanismes nationaux raisonnablement adéquats de vérification administrative et de recours judiciaires pour veiller à ce que les actions de toutes les parties à une procédure de passation de marchés publics respectent les règles et procédures pertinentes. Il fallait préserver la primauté des lois et procédures nationales et il ne devait pas être exigé de les modifier. Étant donné que le Groupe s'occupait de l'aspect transparence des marchés publics, l'existence de mécanismes nationaux devait suffire pour satisfaire toute exigence à cet égard. L'établissement d'un mécanisme uniforme de réexamen impliquerait un fardeau administratif pour les pays en développement. Le coût des procédures d'appel et de l'obtention de mesures correctives serait supérieur aux avantages qu'apporteraient les renseignements *a posteriori* que ce mécanisme apporterait aux fournisseurs. Outre la possibilité d'un recours devant les tribunaux ou organes de contrôle indépendants nationaux, les entités responsables disposaient d'équipes de vérification pour les marchés publics importants. La création d'organes de réexamen distincts pourrait être bien trop onéreuse et difficile.

45. Le représentant de la Chine a dit que de nombreux Membres disposaient de mécanismes de réexamen dans le cadre de leurs lois ou réglementations nationales. La création d'un mécanisme uniforme dans le cadre de l'accord irait au-delà des préoccupations de transparence.

46. Le représentant de Cuba a estimé que la transparence devait signifier ici la communication aux fournisseurs de renseignements sur l'existence et le fonctionnement des procédures nationales de réexamen. Il fallait laisser à chaque Membre le soin de décider du type de mécanisme et de procédure de réexamen à utiliser, étant entendu que le mécanisme lui-même devait être transparent.

47. Le représentant de la Malaisie a dit que la question des procédures nationales de réexamen touchait au domaine de l'accès aux marchés. Remettre en cause les décisions d'une autorité concernant l'adjudication de marchés allait au-delà des questions de transparence.

48. Le représentant du Pakistan a dit que les Membres disposaient de leurs propres systèmes législatifs et administratifs pour garantir que les parties lésées aient la possibilité de demander réparation. Il serait contre-productif de déborder des questions liées à la transparence pour entrer dans le domaine des décisions souveraines des gouvernements.

49. La représentante des États-Unis a dit que les procédures nationales de réexamen pouvaient constituer un moyen important d'assurer le respect des obligations fondamentales d'un accord. Toutefois, il fallait donner aux Membres la latitude de mettre en œuvre des procédures conformes à leurs propres systèmes pour autant qu'elles soient conformes à certaines normes fondamentales qui devraient être négociées dans le cadre de l'accord sur la transparence. Dans l'intervalle, tous les Membres devaient convenir qu'une procédure nationale de réexamen constituait un élément important du futur accord.

Autres questions relatives à la transparence

i) Établissement du procès-verbal de la procédure de passation des marchés

50. Le représentant du Brésil, auquel se sont joints les représentants de la Chine, du Maroc et de l'Inde, a dit que s'il était important d'établir le procès-verbal des procédures de passation des marchés, les dispositions d'un futur accord devaient laisser à la législation nationale le soin de déterminer les délais et les moyens d'établissement des procès-verbaux.

51. Le représentant de la Communauté européenne a dit que l'établissement de procès-verbaux par les entités passant des marchés et les organes nationaux de réexamen était essentiel pour faciliter l'accès des fournisseurs non retenus aux renseignements concernant la manière dont la procédure avait été menée.

52. La représentante des États-Unis, appuyée par le Japon, a souligné que bien que ce soit une exigence importante, à ce stade il suffisait de reconnaître que l'établissement de procès-verbaux constituait l'un des éléments d'un accord, les détails tels que les délais devant être couverts au cours des négociations.

ii) *Technologies de l'information*

53. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation avait apprécié les présentations qu'avaient faites les intervenants de Singapour et du Brésil au colloque qui s'était tenu la veille sur les avantages des technologies de l'information pour ce qui est de promouvoir la transparence. Appuyé par le représentant de la Chine, il a proposé qu'un futur accord comporte au minimum une clause d'effort maximal concernant l'utilisation des technologies de l'information. Le représentant du Brésil a dit que son pays considérait les technologies de l'information comme étant très utiles pour accroître la transparence, réduire les coûts et accélérer les procédures de passation des marchés. Cependant, comme les Membres se trouvaient à des niveaux différents de développement, plutôt que d'y inclure des prescriptions dans ce domaine, on pouvait prévoir que le futur accord encourage l'application des technologies de l'information. Le Brésil était disposé, dans la limite de ses moyens, à fournir aux parties intéressées une coopération technique dans ce domaine.

54. La représentante de l'Inde a dit que, dans un grand nombre de pays Membres, les organismes passant des marchés fournissaient les renseignements sous forme électronique sur des sites Web. Le gain d'efficacité qui en résultait bénéficiait aux utilisateurs du système et contribuait aussi à la lutte contre la corruption. Cependant, toute règle internationale dans ce domaine devait tenir compte des conditions locales dans les pays en développement.

55. Les représentants de la Communauté européenne, des États-Unis, du Rwanda, de la Chine et du Maroc se sont prononcés en faveur d'une obligation de type effort maximal en ce qui concerne l'utilisation des technologies de l'information dans la passation des marchés publics.

56. Les représentants du Rwanda, du Mali et de la Chine ont souligné que l'application des technologies de l'information dans la passation des marchés publics était certes rentable et permettait de diffuser largement les renseignements, mais que les pays en développement ne disposaient pas des ressources humaines et de la technologie nécessaires pour appliquer les nouveaux systèmes. Pour leur permettre de se mettre à niveau avec les systèmes des pays développés, une assistance technique serait nécessaire.

iii) *Langue*

57. Le représentant du Brésil, auquel se sont joints les représentants des États-Unis et de la Chine, a dit que la langue nationale devait prévaloir en matière de marchés publics. Toute exigence de fournir des renseignements dans l'une des langues officielles de l'OMC imposerait des obligations excessives aux Membres dont la langue nationale n'était pas une langue de l'OMC. Cela n'empêchait pas un Membre souhaitant attirer des fournisseurs étrangers de lancer des appels d'offres dans des langues étrangères. La représentante des États-Unis a souligné que les fournisseurs souhaitant opérer à l'étranger devaient avoir des capacités linguistiques.

58. Le représentant de la Communauté européenne a dit que, bien que cela puisse être contraignant, il fallait encourager les Membres à utiliser au moins l'une des langues de l'OMC afin de rendre largement accessibles les appels d'offres susceptibles d'intéresser des fournisseurs étrangers.

59. Les représentants du Japon, de la Corée et du Maroc ont dit que, nonobstant le besoin de flexibilité à cet égard, certains types de renseignements, tels que la notification des points d'information et les questions relatives au règlement des différends ou aux consultations, devaient être communiqués dans une langue officielle de l'OMC.

60. Le représentant de la Corée, appuyé par le représentant de la Communauté européenne, a dit qu'au moins la liste des lois et règlements nationaux devait être notifiée et rendue publique dans une langue officielle de l'OMC.

iv) Lutte contre la corruption

61. Le représentant de la Communauté européenne, appuyé par la représentante des États-Unis, a dit qu'il n'était pas besoin de traiter de la question de la corruption dans un accord sur la transparence, nonobstant le fait qu'un accord judicieux sur la transparence contribuerait indirectement à la lutte contre la corruption.

62. Le représentant du Mali a indiqué que le Président de son pays avait engagé vivement toute l'administration à lutter contre la corruption et les délits financiers, aspect qui était directement lié à la transparence dans la passation des marchés publics.

Renseignements à fournir aux autres gouvernements (notification)

63. Le représentant de la Communauté européenne a dit que, comme dans le cas des autres accords de l'OMC, les Membres devaient rapidement notifier au Secrétariat de l'OMC leurs lois et règlements en matière de transparence dans l'une des langues originales et, le cas échéant, dans d'autres langues. Appuyé par la représentante des États-Unis, il a précisé que, comme la notification des législations dans l'une des langues de l'OMC pouvait être trop contraignante, il convenait de fournir dans l'une des langues de l'OMC au moins une liste des lois et réglementations pertinentes. La représentante des États-Unis, appuyée par le représentant du Pakistan, a dit qu'il fallait trouver un équilibre entre la nécessité d'une meilleure compréhension des systèmes de passation des marchés publics des Membres et l'obligation de fournir les renseignements nécessaires. Le représentant du Pakistan a ajouté qu'il fallait équilibrer les obligations futures et la capacité des Membres à les remplir.

64. Le représentant du Brésil a relevé que le principe de la transparence de la législation applicable aux marchés publics était généralement accepté. Les notifications étaient utiles, mais la fourniture de traductions des législations pouvait constituer une charge indue. Appuyé par les représentants des États-Unis et de la Suisse, il a suggéré d'envisager une autre approche, telle que l'utilisation d'un questionnaire et d'une liste de contrôle portant sur certains points qui permettrait aux Membres de décrire leur système en termes généraux. Une approche analogue avait été utilisée dans le processus d'examen des politiques commerciales et dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques.

65. Le représentant de la Suisse a estimé que la notification des législations nationales restait l'une des pierres angulaires d'un futur accord sur la transparence. Pour la représentante du Japon, la notification devait être l'un des éléments d'un futur accord, mais il fallait laisser à un stade ultérieur le détail des dispositions pertinentes.

66. La représentante de l'Inde a dit que la nécessité de fournir des renseignements sur les législations nationales était généralement acceptée comme une question de transparence. Cependant, toute exigence de fourniture de renseignements détaillés complets devait être assortie de considérations pratiques et tenir compte de la capacité des Membres à fournir ces renseignements. Tout examen des règles et lois nationales ayant pour objet d'en prescrire la modification irait au-delà du mandat du Groupe de travail.

67. Le représentant du Pakistan a estimé que le Groupe de travail pouvait fonder ses travaux concernant cette question sur les dispositions de l'article X du GATT de 1994 et souligné que toute disposition qui irait au-delà constituerait une contrainte pour les pays en développement.

68. Le représentant de la Communauté européenne a dit que les Membres devraient, sur demande d'autres Membres, expliquer leurs lois, réglementations, procédures et pratiques. S'agissant des exigences concernant l'établissement de points d'information, le représentant de la Suisse a indiqué que sa délégation estimait qu'ils constituaient un élément important de la transparence, en particulier pour les petits pays. Le représentant de la Corée a estimé qu'il ne devait y avoir dans chaque pays qu'un seul point d'accès pour l'obtention de renseignements. Les difficultés liées à l'obtention préalable de renseignements idoines pouvaient constituer un obstacle à l'accès des fournisseurs au marché des appels d'offres internationaux émanant de gouvernements.

69. Le représentant du Brésil a rappelé que la pratique de l'accès aux renseignements par des points d'information n'était pas nouvelle pour les parties à l'Accord sur les marchés publics ou les membres de l'APEC et devait être encouragée. La représentante des États-Unis s'est prononcée en faveur de l'établissement de points d'information dans les différents pays. Le représentant du Japon a souligné que les exigences en matière d'établissement de points d'information pouvaient être analogues aux obligations découlant de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et, par conséquent, ne seraient pas trop onéreuses. Le représentant du Pakistan a dit que, dans le cas de son pays et peut-être d'autres pays, la participation de différents ministères aux processus d'appels d'offres créait des difficultés pratiques qui rendaient pratiquement impossible l'établissement de points d'information. En réponse au représentant du Pakistan, le représentant de la Suisse a souligné qu'un point d'information ne devait pas être tenu de répondre à toutes les questions techniques, mais devait être le canal assurant que les questions étaient dirigées au bon endroit et que les réponses étaient fournies dans des délais appropriés. Le représentant de la Corée a souligné que l'emploi de moyens électroniques pouvait constituer une manière de surmonter les difficultés de coordination entre services et ministères, en particulier dans les pays Membres ayant des systèmes décentralisés.

70. Sur la question de la notification des statistiques relatives aux marchés publics, les représentants du Brésil, de Cuba et de la Malaisie ont souligné que toute exigence de notification de données statistiques sur les différents processus de passation de marchés serait onéreuse et irait au-delà du mandat du Groupe de travail. La représentante des États-Unis a rappelé que la fourniture de données statistiques n'avait pas été particulièrement efficace dans le cadre de l'Accord sur les marchés publics. Sa délégation ne prévoyait pas qu'un accord sur la transparence inclurait des exigences à cet égard. Le représentant de la Suisse a souligné que les rapports statistiques constituaient peut-être une charge, mais restaient un outil important pour montrer l'efficacité d'un système de passation de marchés; par conséquent, si l'information était disponible, il serait utile de la partager sur une base volontaire avec les Membres de l'OMC.

Procédures de règlement des différends de l'OMC

71. Les représentants de la Communauté européenne, de la Suisse et des États-Unis ont souligné que le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC ("Mémorandum d'accord") devait s'appliquer à un futur accord sur la transparence afin d'assurer la cohérence de l'ensemble du système de l'OMC.

72. Le représentant du Brésil a dit que, malgré l'importance systémique d'un accord sur la transparence, sa délégation avait des doutes quant à l'efficacité d'un lien entre celui-ci et le Mémorandum d'accord. Tout différend devait se limiter aux questions de respect des dispositions d'un éventuel accord sur la transparence. Il ne voyait pas comment le fait de soumettre un tel accord aux procédures de règlement des différends assurerait l'application des règles, par exemple par le recours à une compensation ou à des mesures de rétorsion, en l'absence d'intérêts commerciaux.

73. Le représentant de la Communauté européenne a dit que le Mémorandum d'accord ne devait s'appliquer que pour assurer le respect des principes fondamentaux de transparence. Sa délégation reconnaissait que l'absence d'obligations en matière d'accès aux marchés rendait plus difficile l'application des procédures de règlement des différends, mais l'existence en soi d'un tel mécanisme

représentait une valeur ajoutée dans un accord sur la transparence. Le Mémoire d'accord devait s'appliquer pour respecter l'intégrité du système de l'OMC. Le fait qu'il puisse s'appliquer à l'accord pouvait contribuer à instaurer la confiance dans son application et son fonctionnement. Cela contribuerait aussi à assurer une interprétation uniforme des obligations découlant de l'accord.

74. Le représentant de la Suisse a dit que la possibilité d'une action auprès de l'ORD constituait une dissuasion suffisante contre toute violation des obligations de transparence.

75. La représentante de la Hongrie a indiqué que sa délégation considérait l'application des procédures de règlement des différends comme un élément important d'un futur accord sur la transparence en matière de marchés publics.

76. La représentante des États-Unis a estimé que l'application du Mémoire d'accord était une question qui nécessitait un examen particulier au sein du Groupe de travail. Par exemple, il fallait examiner plus avant les types de différends qui pouvaient surgir dans le cadre d'un accord sur la transparence, les solutions appropriées et les possibilités de mesures de rétorsion croisées. Sa délégation proposait que la question fasse l'objet d'un débat particulier à la prochaine réunion du Groupe de travail sur la base des communications des Membres.

77. Le représentant du Japon a dit qu'un futur accord sur la transparence devait contenir des dispositions sur le règlement des différends, y compris des dispositions sur les consultations et l'application de procédures supplémentaires et spécifiques. Cependant, l'application de ces procédures ne pouvait faire l'objet d'un examen détaillé avant que ne soit connu le cadre du futur accord sur la transparence et les obligations spécifiques qui en découlaient.

78. La représentante de l'Inde, à laquelle se sont joints les représentants de l'Égypte, de la Malaisie, de la Chine et du Pakistan, a estimé que les dispositions relatives à la transparence n'exigeaient pas un lien avec le Mémoire d'accord et qu'il n'y avait nul besoin d'en débattre plus avant au sein du Groupe de travail.

79. À propos des incidences de l'application du Mémoire d'accord à un accord sur la transparence, le représentant de l'Égypte a estimé que l'absence d'engagements en matière d'accès aux marchés ne constituait pas en soi une protection contre la menace de mesures de rétorsion croisées. Sa délégation avait des réserves quant au fait de laisser aux négociations le soin de traiter des détails de cette question et était convaincue que la solution appropriée était de parvenir à un consensus auparavant.

80. La représentante du Canada a estimé que la question de l'application du Mémoire d'accord dans le cadre de l'accord sur la transparence devait être étudiée plus avant.

81. Le représentant du Pakistan a dit que les Membres devaient réfléchir encore à l'utilité d'appliquer les procédures de règlement des différends à un futur accord, car la question, du fait qu'elle était conflictuelle, risquait d'en empêcher la conclusion.

82. Le représentant du Nigeria a indiqué que sa délégation n'était toujours pas convaincue de la pertinence des procédures de règlement des différends pour les questions liées à la transparence. Les Membres devraient examiner la possibilité d'élaborer des principes et des directives généralement acceptables susceptibles de faciliter la transparence.

83. Le représentant de la Malaisie a dit que sa délégation n'était pas convaincue de la nécessité d'établir un lien avec le Mémoire d'accord, puisqu'il ne s'appliquerait pas aux décisions individuelles de passation de marchés, mais aux pratiques suivies en matière de transparence. La question de savoir si des dispositions sur la mise en œuvre étaient nécessaires ou non dépendrait de la nature du futur accord. Les futures dispositions pouvaient prendre la forme d'une déclaration, d'un

arrangement entre les Membres ou d'un accord sans lien avec le Mémorandum. De l'avis de sa délégation, il n'y avait nul besoin d'un accord contraignant de l'OMC sur la question.

84. Le représentant de la Communauté européenne a rappelé que la Conférence ministérielle de Singapour avait demandé l'élaboration des éléments à inclure dans un accord approprié et non dans un arrangement définissant des positions convenues. L'accord sur la transparence s'inscrirait dans le cadre du système de l'OMC. Il n'y avait aucune raison de le traiter différemment de tous les autres accords de l'OMC, qui étaient soumis au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Comment pourrait-on assurer le respect du futur accord sans la possibilité de recourir au Mémorandum d'accord?

Coopération technique et traitement spécial et différencié

85. Sur la question du traitement spécial et différencié, le représentant du Brésil, auquel se sont associés les représentants des États-Unis et du Japon, a dit que le concept était important, mais que l'examen détaillé des dispositions spécifiques devait avoir lieu à un stade approprié. La représentante des États-Unis a estimé qu'il fallait examiner les périodes de transition plutôt que les exclusions concernant les obligations.

86. Les représentants de la Jordanie, du Maroc et de la Chine se sont prononcés pour un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, y compris des périodes de transition pour la mise en œuvre des obligations.

87. Le représentant de la Malaisie a dit que la structure d'un futur accord sur la transparence devait refléter les besoins de développement des pays en développement et a souligné que des dispositions transitoires concernant le respect des obligations ne suffisaient plus.

88. Le représentant du Rwanda, se référant aux limitations de certains pays en développement en matière de ressources économiques et humaines et de moyens techniques, a souligné la nécessité de renforcement des capacités de ces pays pour les aider à atteindre un bon niveau de transparence dans leurs systèmes de passation des marchés publics. Il a appelé les organisations donatrices et les autres pays disposant de systèmes développés d'aider au renforcement des capacités à assurer la transparence.

89. Le représentant du Brésil a indiqué que son pays avait consacré des efforts considérables à l'amélioration de son système de passation des marchés publics. En dehors des résultats obtenus dans l'application des technologies de l'information, les progrès réalisés avaient porté sur la réforme législative, le renforcement des capacités et des institutions et le développement des ressources humaines. Le Brésil était disposé, dans la limite de ses ressources, à fournir une coopération technique et à aider au renforcement des capacités. Les Membres intéressés pouvaient contacter les autorités de son pays pour déterminer les domaines possibles de coopération.

90. Le représentant de la Chine a estimé qu'il fallait fournir une assistance technique pour améliorer la compétitivité des fournisseurs des pays en développement en ce qui concerne les marchés publics passés par les pays développés. Il fallait aussi accroître la coopération entre institutions internationales.

91. Le représentant de la Communauté européenne a identifié deux domaines essentiels dans lesquels une coopération technique était nécessaire: premièrement, pour régler tout conflit potentiel entre un futur accord et la législation nationale des Membres et, deuxièmement, pour renforcer la capacité des institutions à se conformer aux dispositions du futur accord. Les principes directeurs de la coopération technique dans ces deux domaines devaient être, dans le premier cas, la promotion d'une gestion avisée des affaires publiques et la primauté du droit et, dans le second, la création et le

renforcement d'une administration publique moderne et efficace. La Communauté européenne était disposée à répondre aux demandes spécifiques de conseils et d'assistance à cet égard.

B. ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

92. La représentante des États-Unis a présenté la communication de sa délégation intitulée "Considérations concernant le renforcement des capacités en relation avec la transparence des marchés publics" (WT/WGTGP/W/34).

93. Le représentant du Brésil a dit que la communication des États-Unis soulignait le rôle important que la coopération technique pouvait jouer dans le processus dans lequel s'était lancé le Groupe de travail. Il ressortait de l'expérience du Brésil que le renforcement des capacités en matière de passation des marchés publics, y compris les aspects relatifs à la législation, au développement et aux technologies de l'information, exigeait du temps et beaucoup d'efforts. C'est pourquoi il considérait que la question de l'assistance technique et du renforcement des capacités correspondait à un besoin essentiel et urgent; il a souligné à cet égard que plus on en traiterait rapidement, plus les travaux du Groupe en bénéficieraient. Le travail de l'OMC était très important, mais il se limitait à des activités de sensibilisation. Il fallait le compléter par une coopération technique sur le terrain. Appuyé par le représentant de l'Inde, l'intervenant a proposé de réunir les parties prenantes dans ce domaine, y compris les institutions multilatérales, les donateurs et les bénéficiaires. Il pourrait être utile aux travaux du Groupe que le Secrétariat intègre l'aspect coopération technique au Colloque de l'année suivante de manière à permettre un débat sur les moyens et solutions possibles pour développer la coopération entre donateurs bilatéraux et multilatéraux et pays bénéficiaires intéressés.

94. La représentante du Canada a dit que sa délégation encourageait tous les Membres à examiner les réponses aux questions pratiques soulevées dans la communication des États-Unis en ce qui concerne la mise en œuvre dans leurs pays respectifs. Nombre de ces questions avaient également été identifiées dans la communication du Canada sur la transparence des décisions concernant l'adjudication des marchés (WT/WGTGP/W/36).

95. Le représentant du Secrétariat a fourni des renseignements sur les activités d'assistance technique menées depuis la réunion de mai 2002. Un atelier sous-régional pour les pays d'Amérique centrale avait été organisé conjointement avec la Banque interaméricaine de développement à San José (Costa Rica) les 5 et 6 septembre 2002. Vingt-cinq représentants des sept pays de la région (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine) et de l'Équateur et de la Colombie y avaient participé. Le Secrétariat organiserait du 12 au 14 novembre 2002 à Kingston (Jamaïque) un atelier analogue pour les pays des Caraïbes grâce à un financement fourni par la Banque interaméricaine de développement par l'intermédiaire de sa filiale INTAL. Par ailleurs, le Secrétariat avait organisé les 9 et 10 octobre 2002 à Genève un colloque pour les délégations qui y sont installées. Un nombre important de délégués venant des capitales avait également profité de cette occasion et, pour faciliter la participation de délégués des pays les moins avancés, le Secrétariat avait pu utiliser le Fonds global d'affectation spéciale pour la coopération technique. Il étudiait la possibilité d'organiser avant la fin de 2002 deux ateliers nationaux pour les pays figurant sur la liste de son Plan coordonné pour 2002. En ce qui concerne 2003, le Secrétariat prévoyait quatre types d'activités. La plus importante était probablement l'organisation d'ateliers régionaux. Son intention était de tenir avant la Conférence de Cancun un atelier régional dans chacune des régions en développement. Chaque fois que cela serait possible, il le ferait en coopération avec d'autres organisations intergouvernementales, en particulier la Banque mondiale et les banques régionales de développement qui avaient une compétence dans ce domaine. Au cours du premier trimestre de 2003, il organiserait deux ateliers régionaux en Afrique, l'un à la mi-janvier pour les pays africains anglophones et l'autre en avril pour les pays africains francophones. Au cours du second trimestre de 2003, il organiserait un atelier régional dans la région Asie-Pacifique et un séminaire régional pour les pays d'Amérique latine qui n'avaient pas été couverts par les réunions sous-régionales de 2002. Le Secrétariat souhaiterait aussi organiser une réunion régionale

pour les pays d'Europe centrale et orientale et les pays d'Asie centrale, qui avaient exprimé leur intérêt à cet égard. Cette réunion devrait probablement se tenir après la Conférence de Cancun. Le deuxième type d'activités du Secrétariat consisterait en réunions nationales. Un certain nombre de pays étaient inscrits à son programme pour 2003. Troisièmement, le Secrétariat prévoyait de tenir en juillet 2003 à Genève un autre colloque, qui se tiendrait immédiatement après ou avant une réunion du Groupe de travail, de manière à faciliter la participation du plus grand nombre possible de personnes intéressées. Quatrièmement, il menait un nombre important, et en croissance rapide, d'activités de formation de type national ou régional, tant à Genève que dans les pays en développement. Celles-ci couvraient soit des questions concernant l'OMC dans son ensemble, soit les questions de Singapour; le Secrétariat y contribuerait pour les questions concernant la passation des marchés publics. Enfin, en réponse à la question soulevée par le Brésil, l'intervenant a rappelé que précisément pour les raisons que celui-ci avait identifiées, le Secrétariat avait tenu en mars 2002 à Washington une réunion interorganisations visant à optimiser la coordination et la coopération et à obtenir l'assistance d'autres organisations intergouvernementales actives dans ce domaine pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha. Il s'agissait d'une réunion entre Secrétariats, qui ne pouvait en soi se substituer à l'idée plus large à laquelle s'était référé le représentant du Brésil. Si les Membres exprimaient leur intérêt pour l'organisation d'une manifestation de ce type, le Secrétariat était disposé à y contribuer.

96. Le représentant de la Corée a dit que davantage d'efforts devaient être consacrés au renforcement des capacités des pays en développement par le biais de colloques et de séminaires régionaux. Parallèlement, une manière plus systématique d'intégrer la transparence dans leurs systèmes de passation des marchés publics devait également être considérée. Dans cette optique, les pays en développement devaient également faire des efforts pour identifier leurs besoins spécifiques, car une démarche fondée sur la demande en matière de renforcement des capacités était plus efficace.

97. Le représentant du Maroc a dit que le renforcement des capacités et l'assistance technique seraient cruciaux pour permettre aux gouvernements de bénéficier de la transparence. L'assistance technique pouvait se concentrer sur certaines questions spécifiques telles que l'application des technologies de l'information aux marchés publics, la formation de spécialistes des achats et l'élaboration de manuels et de guides de gestion.

98. Le représentant du Lesotho a dit que le colloque avait eu lieu à un moment où son pays était activement engagé dans un programme rigoureux et complet de réforme de son système de passation des marchés publics. Il demandait une assistance accrue pour permettre à son pays de poursuivre cette réforme, à laquelle son gouvernement était foncièrement attaché.

99. Le représentant du Malawi a indiqué que son pays avait récemment entrepris de réformer son système de passation des marchés publics avec l'aide de la Banque mondiale. Le renforcement des capacités était un élément important de cette réforme. Aussi appelait-il l'OMC et les pays développés Membres à fournir l'assistance nécessaire, par exemple pour former des spécialistes des marchés publics de manière à ce que la passation des marchés se fasse de manière transparente. Le Malawi considérait le renforcement des capacités comme un outil important non pas seulement pour promouvoir la transparence dans la passation des marchés publics, mais aussi pour une bonne mise en œuvre d'un accord éventuel sur la transparence. Les pays en développement n'étaient pas tous au même niveau de développement et ceux qui étaient plus avancés en matière de réforme des marchés publics pouvaient aider le Malawi dans ce domaine.

100. Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation était encouragée par les comptes rendus positifs concernant les diverses activités d'assistance technique de l'OMC. L'Australie reconnaissait le rôle important de l'assistance technique et du renforcement des capacités, mais estimait aussi que les pays en développement et les PMA étaient les mieux placés pour évaluer leurs besoins en la matière. Aussi encourageait-il ces pays à énoncer et communiquer leurs besoins spécifiques et leurs priorités au Secrétariat et au Groupe de travail. L'assistance technique devait rester axée sur les questions spécifiques à l'OMC, et en particulier faire mieux comprendre aux Membres les incidences d'un

accord multilatéral sur la transparence dans la passation des marchés publics. Le Groupe de travail devait se concentrer sur les questions directement liées aux décisions qui seraient prises à la cinquième Conférence ministérielle.

101. La représentante du Canada a exprimé la satisfaction de sa délégation devant les efforts de collaboration de l'OMC avec la Banque interaméricaine de développement. Elle encourageait le Secrétariat dans ses projets de développement de sa collaboration avec d'autres organisations afin d'assurer que les ressources humaines et financières consacrées à l'assistance technique et au renforcement des capacités soient pleinement et efficacement utilisées. En outre, elle convenait que les pays en développement et les PMA étaient les mieux placés pour identifier leurs besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités. Le Canada restait disposé à contribuer à l'effort collectif pour satisfaire les besoins ainsi identifiés par ces pays.

102. Le représentant du Mali a dit que le développement des ressources humaines était important pour créer une capacité suffisante pour lancer des appels d'offres et procéder à l'adjudication de marchés publics. C'est pourquoi il était souhaitable de renforcer les capacités des entreprises. Au Mali, il y avait un fossé entre les renseignements disponibles pour l'adjudication des marchés et la capacité des entreprises et des sociétés à utiliser ces informations. Il fallait élaborer des moyens appropriés pour combler ce fossé pour les petites et moyennes entreprises et les communautés locales.

103. Le représentant de la Communauté européenne a dit que la communication des États-Unis constituait une contribution utile au débat sur l'assistance technique et le renforcement des capacités. Il accueillait avec satisfaction l'organisation du colloque immédiatement avant ou après la réunion du Groupe de travail, car ses débats avaient également une valeur pédagogique très utile pour de nombreux pays qui souvent n'avaient pas la possibilité de participer à ses réunions. L'intervenant espérait que des délégués venant des capitales seraient en mesure de continuer de participer aux réunions du Groupe de travail.

104. Le représentant du Nigeria a dit que la communication des États-Unis avait soulevé des questions incitant à la réflexion et montrait que les États-Unis prenaient réellement le temps d'examiner les questions d'assistance technique et de renforcement des capacités. Nonobstant la question soulevée par le représentant de l'Inde sur les avantages relatifs de la transparence, sa délégation estimait que ces avantages étaient tangibles et énormes. Le problème résidait dans la transparence des règles et procédures de passation des marchés et l'obtention de renseignements sur des marchés spécifiques. Se référant aux questions soulevées pendant le débat consacré à la coopération technique et au renforcement des capacités lors du colloque de la veille, il a indiqué qu'il n'y avait pas corrélation directe entre les engagements à prendre et les capacités disponibles. En outre, la pénurie de ressources, le manque de compétences, la faiblesse de l'administration publique et l'absence d'institutions de soutien constituaient autant de questions critiques, qui allaient bien au-delà du type d'assistance technique que pouvait fournir l'OMC. Les questions relatives aux infrastructures en place dans les capitales étaient cruciales et devaient être traitées en coopération avec les banques de développement multilatérales.

105. Le représentant du Brésil a dit que, tout en convenant qu'une meilleure compréhension des avantages d'un accord sur la transparence dans la passation des marchés publics était un aspect fondamental de la coopération technique, il ne pouvait accepter que l'assistance technique soit limitée à cela et ce pour les raisons suivantes. Premièrement, compte tenu du Cycle d'Uruguay, il restait plusieurs pays en développement et PMA qui demandaient une assistance pour comprendre les accords qu'ils avaient signés et mettre en œuvre les obligations auxquelles ils avaient souscrit. Quelles que soient les mesures prises, on ne pouvait que dire qu'un délai de sept années et demie pour faire fonctionner les choses constituait un échec du processus de négociations et que les Membres devaient éviter de répéter la même erreur au cours du cycle à venir. Deuxièmement, les Membres devaient se montrer plus ambitieux en matière de coopération technique, car la sensibilisation conférait aux Membres une connaissance théorique et abstraite des questions. Par contre, la

coopération technique leur donnait une expérience pratique directe des questions traitées. Rien ne contribuait autant à l'hésitation que le manque de connaissances. Par conséquent, la meilleure contribution aux travaux du Groupe serait d'impair à tous les pays en développement et tous les PMA une connaissance concrète et pratique des mécanismes de la transparence dans la passation des marchés publics.

C. DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR ÉMANANT D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

106. Le Président a rappelé qu'à ses dernières réunions, le Groupe de travail avait examiné les demandes de statut d'observateur de trois organisations internationales intergouvernementales (l'OCDE, le SELA et l'Organisation de la Conférence islamique) et était convenu d'y revenir à la lumière des consultations en cours dans le cadre du Conseil général. Compte tenu de la situation générale à cet égard à l'OMC, il proposait que le Groupe de travail revienne sur cette question à sa réunion suivante à la lumière des progrès réalisés dans ces consultations.

D. DATE DE LA RÉUNION SUIVANTE

107. Le Président a rappelé que, comme il en avait été convenu à la réunion informelle tenue en mars, la troisième réunion du Groupe de travail se tiendrait le 29 novembre 2002. Cette réunion serait principalement consacrée à l'approbation du rapport du Groupe de travail au Conseil général sur ses activités de 2002.
